

COMMUNICAT DE LA PRIMATURE DU GOUVERNEMENT DU MALI - 25 JUILLET 2014

Pourparlers d'Alger : LA FEUILLE DE ROUTE SIGNÉE

Le gouvernement et six groupes armés ont signé hier à Alger un document sur la « cessation des hostilités » dans le cadre de négociations de paix dans ce pays du Sahel. Les deux parties ont aussi signé une « feuille de route » ayant pour objet « la mise en place d'un cadre pour des négociations de paix pour permettre l'émergence d'une solution globale et négociée », selon un document.

Les groupes signataires sont le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), le Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA) et le Mouvement arabe de l'Azawad (MAA), le Mouvement arabe de l'Azawad-dissident (MAA-dissident), la Coordination pour le peuple de l'Azawad (CPA) et la Coordination des Mouvements et fronts patriotiques de résistance (CM-FPR).

Une commission conjointe est chargée de « prendre contact avec les acteurs en vue de faciliter la consolidation de la cessation des hostilités, sous l'égide de la Mission des Nations unies pour le Mali (Minusma), selon ledocument.

Dans le même cadre, est prévue la libération des prisonniers et de toute autre personne détenue « du fait du conflit ». La signature des deux documents constitue un « résultat satisfaisant qui vient de couronner la phase initiale du dialogue intermalien », a jugé le ministre algérien des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, dans une brève déclaration.

Les négociations doivent reprendre à Alger du 17 août au 11 septembre et se terminer en octobre par un plan de paix qui sera signé à Bamako à une date non précisée.

Les négociations d'Alger sont les premières à rassembler l'ensemble des parties prenantes au conflit depuis celles qui avaient abouti à un accord intérimaire le 18 juin 2013 à Ouagadougou, au Burkina Faso, ayant ouvert la voie à la tenue d'élections présidentielle et législatives.

Outre les parties maliennes, participent aux pourparlers, l'Algérie, le Niger, le Burkina Faso, le Tchad, la Mauritanie ainsi que l'ONU, l'UA, la CEDEAO, l'OCI et l'UE.